

# La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1108** Prix : 3.000 FC

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : [larepublique@nyota.net](mailto:larepublique@nyota.net), [www.nyota.net](http://www.nyota.net)

Récépissé n°MIN/CM/LMO/053/2015

Encore des morts

(Lire en page 12)

# Qui est derrière les Bakata Katanga ?

Présidence de la République

**Le Premier ministre, probablement ce soir**

(Lire en page 3)



Lutte contre le covid19 en RDC

(Lire en page 5)

**L'argent affecté à l'Administration publique, bloqué ou détourné ?**

Samedi des ratés à Kamalondo

**Mazembe - Belouizdad, un nul décevant**

(Lire en page 11)

**Nord-Ubangi****Des réfugiés centrafricains en phase d'enregistrement pour l'asile**

Près de deux semaines après le passage d'une mission conjointe coordination humanitaire-HCR, l'enregistrement des demandeurs d'asile centrafricains se poursuit notamment à Yakoma, au Nord-Ubangi.

Selon l'Administrateur de ce territoire, au 9 février, un peu plus de 6 400 candidats réfugiés étaient déjà enregistrés. Ce qui pousse l'autorité territoriale à plaider pour une prise en charge de ces personnes ainsi que des familles d'accueil :

« Jusqu'à la date du 9 février, on a enregistré 6 455 réfugiés. Certains d'entre eux sont encore dans les familles d'accueil et les autres sont sous les huttes. Sur le marché ici, il y a toujours la crise alimentaire. C'est ainsi que nous sommes en train de faire des plaidoyers, si quelle agence humanitaire peut



Une vue de réfugiés centrafricains au centre d'enregistrement de Yakoma, le 1<sup>er</sup> fév 2021. Radio Okapi/Ph. Honoré Misenga Kalala.

venir rapidement en aide, surtout le problème de la santé, le problème d'abris, pour ceux qui sont encore avec nous. L'enregistrement n'est pas encore terminé, parce que jusque-là, il n'y a pas encore de calme chez nos frères en RCA ».

Il plaide pour une assistance de ces déplacés afin de soulager les familles d'accueil :

« Les familles d'accueil souffrent plus. Quelqu'un nous avait dit dans la réunion qu'ils étaient au nombre de 7, maintenant il a accueilli 8 autres personnes, alors sur le marché : hausse des prix, surtout que nous sommes à la saison où la population est en train de défricher les champs, il y a un peu de difficultés sur le marché. »

**Bulletin épidémiologique****55 nouveaux cas confirmés, 81 personnes guéries**

**Le bulletin du Comité multisectoriel de lutte contre la pandémie de Coronavirus du 13 février renseigne**



que 55 nouveaux cas confirmés, dont 32 à Kinshasa, 15 au Lualaba, 6 au Kongo-Central et 2 au Nord-Kivu ont été enregistrés.

Selon le même document, 81 nouvelles personnes sont sorties guéries dans les CTCO et parmi les personnes suivies à domicile, dont 52 dans la pro-

vince de la Tshopo et 29 à Kinshasa.

Aucun nouveau décès parmi les cas confirmés n'a été enregistré.

Depuis le début de l'épidémie déclarée le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 24.295, dont 24.294 cas confirmés et 1 cas probable.

Au total, il y a eu 693 décès (692 cas confirmés et 1 cas probable) et 15.298 personnes guéries.

**Présidence de la République****Le " Comité national des 9e jeux de la Francophonie de Kinshasa " mis en place**

Le Chef de l'État Félix Tshisekedi a créé un nouveau service spécialisé dans son cabinet dénommé «Comité national des 9èmes jeux de la Francophonie de Kinshasa (CNJF). L'ordonnance portant cette création a été lue hier dimanche 14 février 2021 à la RTNC par Kasongo Mwema, porte-parole du Chef de l'Etat.

«Le Comité national a pour mission de préparer, d'organiser et d'évaluer toutes les activités relatives aux 9e jeux de la Francophonie de Kinshasa, ce, conformément aux ordres et principes d'orientations du Comité national des jeux de la Francophonie», dit l'ordonnance présidentielle.

Et d'ajouter : «Les organes du comité national des 9e jeux de la Francophonie sont : le haut conseil des jeux, la direction nationale des jeux et les commissions spécialisées».

Initialement prévus du 23 juillet au 08 août 2021, les 9e Jeux de la Francophonie de Kinshasa auront lieu du 19 au 28 août 2022. C'est ce qu'avait annoncé le Conseil d'orientation du CIJF réuni le mercredi 06 mai 2020 en session extraordinaire au format d'experts, sous la présidence du Canada, en présence de 18 représentants d'États et Gouvernements membres au titre du sport et de la culture.

**Clément Muamba**

**BELTRA****Bureau Etude Luxing  
Transport Aérien**Pour l'envoi de vos **Colis Express**

Confiez-vous à BELTRA

Bureau Etude Luxing Transport Aérien

**SERVICE RAPIDE ET SOIGNE**

Kinshasa : Av. Itaga n° 101, croisement Kasa-Vubu C/ Kinshasa

Tél : 0850799560 (papa Michée)

Lubumbashi : Av. MOERO, coin SENDWE

Tél : 0851528050 (M. LEBON)

0852220702 (M. JOHNY)

Mbuj-Mayi :

Tél : 0854242179 (M. Clément)

# Le Premier Ministre, probablement ce soir

Le Président de la République, Félix Tshisekedi a eu le vendredi 12 janvier au Palais de la Nation, une première réunion de prise de contact avec le nouveau bureau de l'Assemblée nationale que dirige Christophe Mbosso N'Kodia Pwanga. Le Président de la chambre basse du Parlement a fait savoir que la question liée à la constitution du gouvernement a été principalement abordée lors de cette rencontre. « Nous avons dit au Chef de l'État que la mise en place du gouvernement de l'Union Sacrée est une urgence, la population attend beaucoup de ce gouvernement », a déclaré à la presse présidentielle Christophe Mbosso au sortir de l'audience.

Cette première réunion de prise de contact a également permis au bureau Mbosso de déposer le rapport



définitif de la session extraordinaire de janvier 2021 laquelle a été marquée, entre autres, par la déchéance du gouvernement Ilunkamba ainsi que l'élection et l'installation dudit bureau.

Au sujet de la constitution du gouvernement, plusieurs sources crédibles ont fait savoir que le nom du nouveau Premier ministre pourrait être connu ce lundi 15 février au soir. Plusieurs noms sont cités, mais vraisemblablement, le silence est bien gardé autour de la per-

sonne devant succéder à Ilunga Ilunkamba.

Élus au cours de la session extraordinaire de l'Assemblée nationale, le nouveau bureau est constitué de Christophe Mbosso, Jean-Marc Kabund, Vital Banywesize, Joseph Lembi, Angel Tabu, Jean-pierre Kanefu et Colette Tshomba.

Cette équipe a promis d'accompagner le Chef de l'État à travers une cohabitation harmonieuse des institutions de la République.

**Louis-Paul Eyenga**

## Assassinat de Chebeya et Bazana

# Une plainte déposée contre le général Djadjidja

Une plainte a été déposée contre le général Djadjidja cité dans l'enquête de RFI sur l'assassinat de Floribert Chebeya et Fidèle Bazana en juin 2010. Ce serait dans la parcelle de cet officier supérieur de l'armée congolaise qu'aurait été enterré le corps de Fidèle Bazana, le chauffeur et assistant de Floribert Chebeya. C'est ce qu'ont révélé les témoins de RFI, deux policiers qui disent avoir participé à l'enfouissement du corps. Depuis mercredi, le périmètre en question a été identifié et sécurisé par la justice militaire. Le dossier Chebeya connaît un véritable rebondissement. Après les révélations troublantes de deux policiers qui ont affirmé sur RFI avoir participé au double assassinat de l'activiste Floribert Chebeya et son chauffeur, Fidèle Bazana, la justice militaire s'active déjà sur le terrain pour protéger toutes les pistes pouvant conduire à la manifestation de la vérité.

Désigné comme cimetièrè où serait enterré Bazana, la prétendue ferme privée du général John Numbi Benseke, qui appartiendrait désormais au général Zelwa Kantanga dit « Djadjidja », a fini par être sécurisée par la justice militaire.

Selon des sources citées par le collectif des avocats de victimes, les militaires ont été commis jeudi soir à la sécurisation de cette con-



cession. Cette nouvelle annonce la réouverture imminente du procès après les multiples appels lancés par les organisations non gouvernementales, les mouvements citoyens et certains hommes politiques.

Pour les avocats des parties civiles, qui donnaient une conférence de presse le vendredi, il s'agit là d'une avancée. Ils appellent cependant la justice militaire congolaise à faire mieux que par le passé. Tout au long de leur conférence, ils ont critiqué les procès et procédures antérieurs. Ils se sont souvenus de l'époque où, durant le procès en appel, ils avaient pointé ce même périmètre sur les hauteurs de Mitendi. Ils ont expliqué à la presse comment la haute cour a balayé la demande du revers de la main.

Leur coordonnateur Me Ri-

chard Bondo précise qu'à l'époque, ils pensaient qu'il s'agissait là d'une des fermes du général Numbi. Ce n'est qu'à l'écoute des témoignages des deux policiers sur RFI qu'ils ont réalisé que la parcelle appartenait au général Djadjidja. D'où cette plainte déposée mercredi contre lui et contre tous les nouveaux acteurs cités dans l'enquête. Suite à cette plainte, l'auditorat général de l'armée a ordonné la sécurisation des lieux. Selon une source judiciaire, le périmètre présumé a été sécurisé depuis mercredi soir par une équipe mixte de la justice et de la police militaires. Des militants des droits de l'homme ont été invités à inspecter les lieux pour confirmer et vérifier s'il s'agit bien de la concession du général Djadjidja.

Il sied de rappeler que le 1er juin 2010, Fidèle Bazana et Floribert Chebeya, avaient tous les deux disparus ce jour-là alors que le leader de la Voix des sans voix était convoqué dans les bureaux de l'Inspection générale de la police nationale congolaise pour y rencontrer le général John Numbi, le chef de la police nationale congolaise. Le lendemain (le 2 juin 2020), Floribert Chebeya a été retrouvé mort dans sa voiture alors que le corps de son chauffeur Fidèle Bazana n'a jamais été retrouvé jusqu'aujourd'hui.

**Louis-Paul Eyenga**

## La covid-19 en recul

# Les activités scolaires et académiques reprennent le 22 février



En République Démocratique du Congo, les activités académiques et scolaires vont reprendre officiellement le 22 février 2021, et ce, sur toute l'étendue du territoire national. Sur proposition du Comité multisectoriel de lutte contre la pandémie de Covid-19, le Président de la République Félix Tshisekedi a décidé ce vendredi 12 février 2021, de la reprise des cours dans les écoles comme dans les Universités.

En effet, après deux mois d'arrêt forcé des cours, les écoles et les universités ouvrent à nouveau leurs portes le lundi 22 février courant. C'est la grande décision prise par le comité multisectoriel de lutte contre la pandémie de COVID-19, entérinée par le Chef de l'Etat au cours de la séance de travail du vendredi 12 février au Palais de la Nation.

Cette décision est la conséquence de l'amélioration de la courbe épidémique de la deuxième vague de COVID-19 en RDC. Le comité multi-sectoriel de lutte contre la pandémie de Covid-19 se félicite du fait que, les me-

sures prises par le Chef de l'Etat, Felix Tshisekedi, en décembre 2020 face à la deuxième vague ont porté leurs fruits. D'après le secrétariat technique de la riposte, les mesures prises par le Chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi, en décembre 2020, face à la deuxième vague, ont porté leurs fruits.

« Il s'observe actuellement une baisse sensible des cas de contamination », a dit le Vice-Premier ministre de l'intérieur, Gilbert Kankonde Malamba, qui a annoncé cette décision. Cependant, la pandémie n'étant pas encore vaincue, l'observance des mesures barrières est indispensable, a ajouté le VPM Kankonde. Par ailleurs, la mesure de couvre-feu allant de 21 heures à 5h est maintenue.

Le Comité multisectoriel est constitué du secrétariat technique de la riposte, du gouvernement (ministères intérieur, santé, ESU et EPST), de la task-force présidentielle, de la Police nationale et de l'hôtel de ville de Kinshasa.

**LPE**

## Haut-Lomami

# La pirogue chavire : 9 pêcheurs clandestins noyés dans le lac Kabamba

Neuf personnes sont portées disparues après leur noyade dans le lac Kabamba, en territoire de Malemba Nkulu, chefferie de Mulongo, à 30 kilomètres de Kamina dans le Haut-Lomami.

D'après Prince Ngoyi, secrétaire de la chefferie de Mulongo, qui livre l'information à 7SUR7.CD, il s'agit des pêcheurs clandestins qui se sont noyés dans ledit lac en plein exercice de leur métier.

« La chefferie est endeuillée. 9 pêcheurs clandestins sont portés disparus sur le lac Kabamba. Une forte tempête est à l'origine de cet incident qui s'est produit dans la

soirée d'hier. Un corps a été repêché ce soir », a confié Prince Ngoyi, secrétaire de la chefferie de Mulongo.

Ce dernier indique que les fouilles se poursuivent pour retrouver d'autres corps sans vie.

De son côté, la société civile qui parle de 6 morts, précise que l'incident s'est produit sous une forte pluie.

Il sied de préciser que les noyades sont monnaie courante sur le lac Kabamba. Il y a près d'un mois, 3 autres pêcheurs s'étaient noyés sur ledit lac.

**Marcelo Mfumu**

Justice : la côte en chute

# Kimbembe Mazunga recouvre sa liberté

"Si les informations (relatives à l'assassinat de Floribert Chebeya et Fidèle Bazana) s'avèrent vraies et véridiques, tous les auteurs seront entraînés devant la justice", annonce, à top congo fm, le ministre a.i de la Justice.

"C'est le premier dossier que je vais traiter", annonce Bernard Takaishe, actuellement en séjour à Kindu (Maniema).

"Tous ceux qui seraient à la base de la violation d'un texte réglementaire ou légal trouveront la Justice sur son chemin. Il en sera de même pour ceux qui, quels que soient leurs titres, fonctions ou postes. Nous ne pouvons pas accepter ou tolérer l'impunité dans ce pays", prévient le ministre en fonction qui se présente comme le représentant de "la dictature de la loi. Nous avons dépassé le stade de l'impunité".

117 ONG et mouvement citoyens exigent "l'arrestation immédiate du général John Numbi Banza" considéré comme "suspect numéro 1 de l'assassinat de Floribert Chebeya et Fidèle Bazana Edadi".

Ils appellent aussi à l'"arrestation du général Zelwa Ka-



tanga", considéré comme propriétaire de la concession où serait enterré Fidèle Bazana.

2 policiers vivant aujourd'hui en exil (l'adjudant Hergil Ilunga wa Ilunga et Alain Tayeye), présentés comme témoins de l'assassinat de ces deux défenseurs de droits de l'homme, ont livré leurs versions des faits sur la Deutsche Weile.

Le corps de Floribert Chebeya avait été retrouvé, le 2 juin 2010 dans sa voiture à Mitendi, quartier périphérique de

la commune de Mont-Ngafula à Kinshasa. Il avait été convoqué la veille dans les locaux de la Police de Kinshasa pour y rencontrer son chef, le général John Numbi.

Après le procès, 5 officiers avaient été condamnés à mort, dont 3 par contumace car en fuite, parmi lesquels figurent le Major Christian Ngoy Kenga Kenga.

Ce dernier a, de nouveau, été arrêté en septembre dernier pour détention illégale d'armes.

Top Congo Fm

Haut-Katanga

# Le bureau de l'Assemblée provinciale est tombé



La page du Bureau Freddy Kashoba à la tête de l'Assemblée provinciale du Haut-Katanga vient d'être tournée. Tout le staff déchu appartient désormais au passé. Au terme de la plénière du vendredi 12 février 2021, consacrée à l'examen et au vote des pétitions visant les membres du staff dirigeant de l'Assemblée Provinciale du Haut-Katanga, aucun d'entre eux n'a survécu.

Aux noms des pétition-

naires, les députés Michel Kabwe et Gabriel Banza Malale ont présenté les griefs à charge de chaque membre du Bureau. Les accusés ont eu le temps de présenter leurs moyens de défense. Les urnes et iso-loirs ont été placés pour départager l'Assemblée plénière appelée à se prononcer sur le départ ou non des membres de son Bureau. Après dépouillement, les résultats annoncés par le Président du Bureau d'âge Gabriel

Kyungu, ont joué en défaveur du maintien de tous les membres du Bureau Kashoba. Sur les 46 députés qui ont participé au vote, Freddy Kashoba Lubi Kibwe, désormais Président déchu, a obtenu 18 voix pour son maintien et 28 voix en vue de sa déchéance. Trois autres membres du Bureau sortant ont obtenu le même nombre des voix, soit 16 contre la déchéance et 30 pour le départ. Il s'agit du Vice-président Dieudonné Pablo Ngwej, du Rapporteur Adjoint Jean Lévi Mwansa ainsi que du Questeur Prudence Kabange. Bien avant le début de la séance plénière, le Rapporteur Jean de Dieu Mulenda Ebondo avait opté pour la démission. Il est le seul à avoir rendu le tablier avant la sanction de l'Assemblée plénière. Cette déchéance des membres du Bureau est vue comme le basculement de la majorité parlementaire détenue autrefois par le FCC pro-Kabila et dont la tendance va à l'Union Sacrée de la Nation prônée par le Président Felix Tshisekedi.

Junior Ngandu / Politico.cd

Dossier Bukanga Lonzo

# L'IGF accuse...Matata Ponyo répond mais...

L'Inspection générale des Finances a invité vendredi l'ancien Premier ministre, Augustin Matata Ponyo, à éviter des agitations inutiles en rapport avec le dossier Bukanga Lonzo, car l'affaire est en instruction au niveau du parquet près la Cour de cassation.

Dans un communiqué publié par son service de communication, l'IGF confirme qu'il ne va pas remettre au sénateur Matata, l'autre partie du rapport qui concerne d'autres personnes impliquées dans ce projet agricole.

« L'Inspection générale des finances se trouve confortée dans sa position en lui refusant la partie du rapport concernant les autres personnes impliquées dans le projet Bukanga Lonzo, qui font preuve de maturité en gardant leur calme en attendant le début du procès », précise le communiqué.

Néanmoins, l'Inspection confirme que le gouvernement congolais avait sorti effectivement 285 millions de dollars américains sans aucun résultat. Aujourd'hui, la somme allouée à ce projet est partie en fumée.



« Elle confirme également une surfacturation de 1 À 10 dans les acquisitions des matériels des travaux », poursuit le communiqué. Par ailleurs, le service de communication de l'IGF a rappelé à l'ancien chef du gouvernement que le rapport « Bukanga Lonzo » n'est pas l'œuvre de l'inspecteur général, (chef de service), Jules Alingete mais plutôt de l'Inspection générale des finances (IGF). En d'autres termes, l'initiative de l'enquête n'est pas privée mais publique.

Mis en cause par l'Inspection générale des finances dans la débâcle du projet agro-industriel de Bukanga Lonzo, Augustin Matata Ponyo a, pour sa part, me-

nacé de poursuivre l'IGF en justice pour atteinte à l'honneur et fausses accusations. L'ancien Premier ministre parle d'une cabale politique et de l'instrumentalisation de l'Inspection générale des finances. Matata Ponyo était devant la presse le vendredi 12 février à Kinshasa.

Devant un parterre de journalistes triés sur le volet, l'ancien chef du gouvernement devenu sénateur a déclaré, la main sur le cœur, qu'il n'a pas détourné les fonds destinés au projet de Bukanga Lonzo, comme l'a affirmé l'inspecteur général des Finances. « J'ai dit que je n'ai pas pris un dollar de ce projet, ni directement ni indirectement, a affirmé Augustin Matata Ponyo. Et

j'ai invité le meilleur inspecteur des finances dans ce pays a démontré le contraire, parce que je n'ai pas foi en ceux qui ont enquêté. » Le dossier est déjà transmis à la justice, pourquoi se précipiter à faire des déclarations à la presse au lieu d'attendre le procès

? « Je n'ai pas dit ici que je ne souhaitais pas répondre à la justice, a rétorqué Augustin Matata Ponyo. Je ne l'ai pas dit. Mais si je suis intervenu, c'est pour répondre aux interventions intempestives de l'Inspection générale des finances. »

Joint par RFI, l'inspecteur général des finances s'est refusé à tout commentaire. Jules Alingete demande à l'ancien Premier ministre d'attendre le procès qui, selon lui, aura bel et bien lieu. Sinon, dit encore l'IGF, le sénateur Matata peut demander au parquet général de la Cour constitutionnelle d'accélérer le processus pour le procès.

Dossier à suivre ! Louis-Paul Eyenga

## La dégradation des routes nationales impactent sur les prix de produits de première nécessité!



La dégradation des routes à valeur économique en République Démocratique du Congo impacte négativement les marchés des produits de première nécessité en République Démocratique du Congo.

A l'issue de la réunion du Comité de conjoncture économique dirigé par le premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba, le Gouvernement a relevé notamment la hausse de prix des produits de première nécessité à travers le pays.

D'après l'agence congolaise de presse, les routes nationales qui traversent la province de l'Ituri se trouvent actuellement dans un état piteux empêchant ainsi la fluidité de trafic sur les différents axes routiers.

Le voyage sur l'axe routier entre Bunia et Kisangani, long de 725 km, est devenu un véritable chemin de la croix en raison de la présence de gros bourbiers précisément dans la localité de Niania du côté de l'Ituri où de centaines de véhicules et camions sont bloqués de part et d'autre sur une distance de près de 5 km, témoignent plusieurs usagers de cette route.

Selon certains chauffeurs, il faut au minimum dix (10) jours pour atteindre la ville de Kisangani alors qu'il y a peu, il suffisait seulement 48 heures.

Face à cette situation, ont-ils expliqué, certaines personnes préfèrent voyager en

moto pour arriver soit à Bunia ou Kisangani à moins de 48 heures, moyennant 200 dollars américains comme frais de transport.

Devant l'ampleur de cette dégradation, faute de travaux de sa maintenance depuis plusieurs mois, le Gouvernement provincial s'est investi dans les travaux de traitement de points chauds à travers l'entreprise privée Premedis grâce aux recettes issues de péage route.

Sur le même tronçon routier, l'Office de routes s'active également dans les mêmes travaux afin de faciliter la circulation avec l'appui financier du Gouvernement de la République, a confié le Directeur provincial de cette entreprise publique, Ir Roger Dikongo.

La même situation a été également rapportée sur l'axe Komanda-Mahagi-Goli, longu de près de 300 km, les grands bourbiers entravent la circulation sur cette route qui relie l'Ituri à l'Ouganda et d'autres pays de l'Afrique de l'est.

La dégradation de ces différentes routes impacte négativement sur l'approvisionnement de la ville de Bunia en denrées alimentaires et autres produits manufacturés et de première nécessité dont les prix ont grimpé sur le marché de la capitale provinciale.

Mitterrand MASAMUNA

## Transco : le prix de transport de 500 FC n'est plus tenable, selon le gouvernement

Le gouvernement de la République Démocratique du Congo envisage de revoir à la hausse le coût de transport dans le bus Transco. D'après le ministre des Transports Didier Mazenga, c'est au regard de l'évolution de la situation sur terrain où la société Transco enregistre des manques à gagner dans son fonctionnement.

« En 2013 pour des raisons sociales, le gouvernement avait fixé le prix de la course à 500 FC par personne alors que le prix d'équilibre était de 900 FC et à ce jour, ce prix d'équilibre est de près de 2000 FC. Transco réalise donc des pertes de près de 1500 FC par course par personne, situation qui a retenu l'attention de votre gouvernement et des réponses appropriées et équilibrées sont envisagées », a-t-il expliqué à l'occasion de la mise en circulation par le Président de la République d'un lot de 330 nouveaux bus Transco.

Le ministre des Transports a remercié les autorités de la République pour leur réponse aux cris de détresse des agents de la société Transco qui n'arrivait plus à prendre en charge ses agents au regard de la carence des bus dans son charroi.

« L'établissement public Transco a été créé depuis 2013 pour un objet éminemment social à savoir assurer le trans-

port de la population. De ce fait, à sa création en 2013, le gouvernement l'avait doté par différence fréquence d'un lot de 500 bus de marque Mercedes et aujourd'hui plus de 7 ans après la plupart de ces bus sont déclassés. Avec plus au moins 45 bus encore en circulation, Transco ne pouvait plus couvrir les charges de cet établissement public d'où les cris des personnels de Transco qui ont retenti jusqu'à à votre haute autorité et face auquel conformément à vos instructions la réponse à ces cris est aujourd'hui une réalité. Aujourd'hui, grâce à votre clairvoyance, chef de l'État, les travailleurs de Transco peuvent retrouver le sourire perdu depuis longtemps à cause de l'impaiement des salaires », s'est réjoui Didier Mazenga s'adressant au Chef de l'État.

Le gouvernement de la République a signé en octobre 2019 un contrat avec la société SMT pour l'acquisition d'un lot de 440 bus de marque Volvo en faveur de l'établissement public Transco. A ce jour, 330 bus sont déjà réceptionnés et les 110 bus restants arrivent à Kinshasa dès avril prochain.

Clément Muamba

### Transport en commun

## Transco reçoit un lot de 330 nouveaux autobus

La vice-Premier ministre, ministre du Plan, Elysée Munenbwe, a indiqué qu'il y a eu décelération du rythme de formation du prix intérieur, et le taux d'inflation national hebdomadaire s'est situé à 0,090 % contre 0,129% la semaine précédente. C'était au cours de la réunion hebdomadaire du Comité de conjoncture économique du mardi 9 février.



Mme Elysée Munenbwe qui a fait le compte-rendu de la réunion, a souligné que cette réunion de conjoncture économique a porté sur la situation de conjoncture de la période allant du 1 au 5 février 2021, une semaine marquée par la prise des fonctions le 5 février du Chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi, à la tête de l'Union africaine.

« Le contexte national est marqué par la prise des fonctions le 5 février du Chef de l'Etat à la tête de l'Union africaine et la visite officielle du Chef de l'Etat du 1<sup>er</sup> au 3 février en Egypte », a-t-elle dit, avant de d'expliquer que cette visite a conduit à la signature des contrats de coopération, notamment dans les domaines d'infrastructure, d'énergie et de traitement de l'eau.

Selon elle, le premier volet de ces contrats est estimé à 416 millions de dollars Us disponible grâce à Afrexim bank et le second est de plus de 580 millions de dollars

Us portant sur un investissement global de près d'un milliard de dollars Us.

Elle a ajouté qu'un accord portant sur la sécurisation des opérations immobilières et hypothécaires entre les ministres des Finances, des Affaires foncières et le président de l'Association congolaise des banques, a été signé le 1<sup>er</sup> février. « Cet accord indique que toute transaction financière des biens fonciers et immobiliers d'un montant supérieur à 10 milles USD devra se réaliser par voie bancaire à partir du mois de mars », a-t-elle souligné.

La situation du secteur minier a également été examinée et le contexte international marqué par l'organisation du 6 au 7 février du 34<sup>ème</sup> sommet de l'Union africaine. L'échéance fiscale est reportée du 1<sup>er</sup> février au 31 mars par le gouverneur de Kinshasa, a-t-elle noté. ACP

### Lutte contre le covid19 en RDC

## L'argent affecté à l'Administration publique, bloqué ou détourné ?

Dans les couloirs de l'Administration publique on chuchote au tour des frais alloués aux services publics de l'Etat congolais dans le cadre de la lutte contre la covid-19. Pas de bruit lorsque ces fonds ont été décidés et affectés aux destinataires. Aujourd'hui, on est fondé à s'interroger sur la destination prise par ces fonds, près d'une année après. Selon certaines sources, le gouvernement aurait décaissé un fonds pour lutter contre le coronavirus dans l'administration publique, cette somme devrait être répartie dans tous les Ministères qui, à leur tour, devaient dispatcher à toutes les directions.

Hélas, juste le bruit aux oreilles des cadres et agents qui ne savent où serait logée la somme ; ce qui laisse libre cours aux spéculations sur le probable détournement. Si les cadres et agents de certains ministères avouent d'en avoir déjà entendu, pour d'autres, même le simple bruit n'a pas retenti ; ce qui revient à croire

que l'argent serait partagé entre les membres du gouvernement et leurs cabinets, peut être en complicité avec de Secrétaires généraux s'ils ont été impliqués.

Pour besoin d'en avoir le cœur net, des directeurs de l'Administration en appellent à un audit afin de comprendre la piste suivie par les fonds alloués à la riposte contre la covid-19 dans les institutions publiques. Si les directeurs n'ont pas été servis, il est bien logique que d'autres fonctionnaires n'aient pas vu l'ombre de ces fonds. L'opportunité est là avec la chute du gouvernement Ilunga, il faut que les choses soient bien éclairées pour éviter la volatilité de l'argent de l'Etat. Une culture pleine de tentacules dans la conscience des dirigeants qui se disputent les postes et promotions dans le seul but de se forger une petite fortune sur le dos du peuple.

JR Mons

**Kasaï-Oriental****Enfin le carburant à Mwene-Ditu**

La crise de confiance entre la population et l'armée profite à l'ennemi qui est notamment le groupe rebelle ougandais des ADF. Le président du conseil local de la jeunesse du secteur de Ruwenzori, Bernard Kasereka Muke, l'a affirmé mercredi 10 février, lors de l'échange entre les jeunes représentants de plusieurs localités du secteur de Ruwenzori, et quelques responsables de la cellule de sensibilisation du secteur opérationnel 1 Grand Nord.

« On a vu que si on continue dans cette allure de crise de confiance où la population n'a plus besoin d'approcher l'armée et l'armée qui commence à prendre tout le monde comme un collaborateur des ADF, on ne va pas vaincre l'ennemi », a laissé entendre Bernard Kasereka. Selon lui, cette crise de confiance serait à l'avantage de l'ennemi « qui est en train de vouloir diviser, de terroriser, et est en train d'appauvrir la région. »

Les jeunes et l'armée ont échangé sur la crise sécuritaire qui ronge le secteur de Ruwenzori et surtout la faillite du mariage civilo-militaire dans cette entité du secteur de Beni, plongée depuis plus de deux mois dans l'insécurité grandissante.

Un dialogue franc, qui a réjoui le président du conseil local de la jeunesse du secteur de Ruwenzori : « Heureusement, à



Une seule pompe en service dans une station-service pour servir des automobilistes à Kinshasa, le 30/08/2017, lors de la pénurie du carburant. Radio Okapi/Ph. John Bompengo

cet espace où on a eu à rencontrer les autorités militaires, elles ont compris que le défi est à plusieurs niveaux. D'abord, le niveau logistique, où le gouvernement lui-même ne veut pas bien ravitailler l'armée, et nous la population on n'est pas en train de bien fournir les informations pour que l'armée sache qui collabore avec les ADF et qui ne collabore pas avec les ADF. »

Trois officiers militaires ont pris part à cette rencontre : le colonel Assani Modeste, coordonnateur de la cellule de sensibilisation, le major Padiiri, son adjoint, ainsi que le lieutenant Antony Mwalushayi, porte-parole des opérations Sokola 1.

**Nord-Kivu/Justice populaire****Un militaire lapidé après avoir tué un civil à Rutshuru**

Les habitants de Kashalira, près de Kibirizi, en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu) ont lapidé, la soirée du samedi 13 février 2021, un militaire accusé d'être à la base de l'assassinat d'un civil dans la région.

L'information est confirmée par le fonctionnaire délégué du gouverneur affecté à Kibirizi, Déogratias Kamate, qui condamne " fermement " ce nouveau cas de justice populaire.

" Nous condamnons ce qui s'est passé à Kashalira. Les habitants doivent laisser la justice faire son travail ", insiste-t-il.

La société civile locale, joint également

au téléphone, explique que le militaire des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) a tiré à bout portant sur un civil (son ami, Ndlr) dans un bistrot. C'est par la suite qu'il a été achevé par la foule en colère, explique-t-elle.

" Cette situation est survenue autour de 19h à Kashalira. Un militaire incontrôlé des Forces Armées de la RDC a tué un civil par balle. Les habitants ont pris l'option de lapidé ce criminel. Donc, il y a deux morts à savoir un civil et un militaire ", déclare Achille Luwendo, président de ladite structure citoyenne.

Joël Kaseso, à Butembo

**Tanganyika****Les enseignants exigent le salaire de janvier avant toute reprise des cours**

Les enseignants de la province du Tanganyika conditionnent la reprise des cours par le paiement de leurs salaires du mois de janvier 2021.

C'est Bruno Jibikilayi, président de l'intersyndicale des enseignants dans la province du Tanganyika qui l'a dit dans une interview accordée à 7SUR7.CD ce samedi 13 février 2021.

« Les enseignants de Kabalo, Nyunzu et Kongolo n'ont pas encore touché leur salaire. Tous les enseignants conditionnent la reprise par le paiement de leurs salaires. Depuis hier (vendredi 12 février dernier, ndlr), nous sommes sur le dossier. IFOD (Institution Financière pour les Œuvres de Développement) qui paie via Caritas-Kalemie, pour Nyunzu et Caritas-Kongolo, pour Kabalo et Kongolo, a envoyé les documents des virements mais arrivé à la Banque Centrale, il n'y aucune trace de virement », a fait savoir ce syndicaliste.



Fermées depuis près de deux mois pour lutter contre la deuxième vague de la covid-19, les écoles et les universités ouvrent à nouveau leurs portes le lundi 22 février prochain. La décision a été annoncée par le gouvernement et le Comité Multisectoriel de lutte contre la pandémie, après une rencontre avec le chef de l'Etat.

Marcelo Mfumu

**Kongo-Central****Inauguration à Matadi d'une école pour des sourds-muets**

Inauguration du bâtiment abritant le complexe scolaire l'Espérance, une structure éducative d'encadrement des sourds-muets à Matadi. Radio Okapi/Ph Nana Pluriche Mambu.

L'évêque du diocèse de Matadi, Mgr Daniel Nlandu Mayi a inauguré le jeudi 11 février le bâtiment abritant le complexe scolaire l'Espérance, une structure éducative d'encadrement des personnes vivant avec handicap auditif.

Cette première école moderne d'enseignement spécial dans le Kongo-Central est construite par le diocèse de Matadi à travers la Caritas développement. Elle a été financée à la hauteur 204 000 USD par la Caritas Autriche- Linz.

Dès la reprise des cours, ces enfants malentendants, 168 au total, étudieront dans de bonnes conditions dans ce nouveau bâtiment de deux niveaux, comprenant chacun 7 salles de classes spacieuses et 1 bureau administratif.

Avant la réalisation de cet ouvrage, les conditions dans lesquelles étudiaient ces sourds-muets, étaient très déplorables.

Les enfants handicapés auditifs ont sollicité auprès des autorités un accompagnement.

L'abbé Jean-Jacques Diafuka, coordinateur de la Caritas développement Matadi a indiqué qu'en baptisant cette école l'Espérance, l'évêque du diocèse de Matadi, Mgr Daniel Nlandu Mayi voudrait d'abord, redonner aux enfants sourds-muets de la ville de Matadi, toute leur dignité de personnes humaines et ensuite, les voir bénéficier d'une bonne formation et ainsi briser les barrières érigées par leur handicap.

L'inauguration de cette école conventionnée catholique s'est déroulée devant plusieurs personnalités importantes dont le gouverneur du Kongo-Central, Atou Matubuana et la directrice nationale chargée de l'enseignement spécial Jacquie Masolua.

**Ituri****Plus de 600 personnes mutilées par les groupes armés**

Plus de 600 personnes ont été mutilées pendant les différentes attaques des groupes armés dans les territoires de Djugu et d'Irumu (Ituri). Ces chiffres ont été publiés au cours d'une conférence-débat organisée par le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme. C'était en marge de la journée internationale des personnes vivant avec handicap.



Le nombre de personnes vivant avec handicap est estimé à plus de 10000 sur toute l'étendue de la province qui vivent dans des conditions difficiles. Parmi elles, il y a au moins 600 dont les membres ont été amputés par les militaires lors de leur incursion dans les villages notamment en territoires de Djugu et Irumu. Selon l'ONG le Rassemblement des personnes handicapées, leur nombre ne fait qu'accroître à cause de la persistance de l'insécurité.

Pour l'ONG Les Rebâisseurs, la priorité pour ces personnes, c'est la res-

tauration de la paix pour leur permettre de vaquer à certaines occupations, note son coordonnateur James Biensi.

Ces personnes vivant avec handicap ont également besoin du matériel pour faciliter la mobilité en vue de se prendre en charge.

L'ONG les Rebâisseurs a fourni il y a plus d'une année plus de deux milles tricycles et des chaises roulantes aux personnes vivant avec handicap en Ituri. Cependant les besoins restent énormes.

# Le Président de l'Union africaine fait la restitution des travaux du 34ème session de l'UA aux ambassadeurs

Quelques jours après son investiture à la présidence de l'Union Africaine, le Chef de l'État Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo était face aux ambassadeurs et chefs des missions diplomatiques accrédités en République Démocratique du Congo au cours d'une soirée de gala organisée ce samedi 13 février 2021 au Palais de la Nation.

L'objectif de cette rencontre organisée par le Panel qui l'accompagne à la présidence de l'Union Africaine était de faire la restitution des travaux du 34<sup>ème</sup> sommet de l'Union Africaine.

Tenu dans un contexte particulier marqué par la pandémie de Covid-19, ce sommet était essentiellement virtuel. Le moment fort aura été la remise du drapeau et marteau de Commandement de l'Union Africaine dans la salle des conférences Nelson Mandela.

Prenant la parole en premier, le Coordonnateur du panel, le Prof Ntumba Luaba a indiqué que l'investiture du Chef de l'Etat Felix Antoine



Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, président de la République

Tshisekedi Tshilombo à l'Union Africaine a marqué le grand retour de la RDC sur la scène Africaine.

« L'Afrique a longtemps attendu la RDC », a dit le Prof Ntumba Luaba avant de conclure « Congo is back ».

tion de la communauté internationale de voir le Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo bénéficier de la confiance des Chefs d'État africains.

Il a exprimé la volonté des pays amis de la RDC pour l'accompagner au plan bilatéral et sur la présidence de l'Union Africaine.

« Nous restons ouverts à toute sorte d'interaction », a conclu le Doyen des diplomates.

A son tour, le Chef de l'Etat a décliné sa vision sur l'Union Africaine au service des peuples africains ainsi que les 9 piliers qui la sous-tendent.

**Le Hautpanel**

Au nom de tous les diplomates, l'ambassadeur du Congo Brazzaville à Kinshasa a fait part de la satisfac-

## Beni

### L'armée déplore la collaboration de certains habitants avec les ADF

Les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) ont riposté contre une double attaque contre ses positions, en secteur Ruwenzori, dans le territoire de Beni (Nord-Kivu), durant la nuit de vendredi à ce samedi 13 février 2021.



Ces attaques ont été vites maîtrisées notamment au village de Murambi et Vwerere, où des dégâts humains ont été enregistrés, a rapporté à 7SUR7.CD, le Général Major Peter Cirimwami, commandant du secteur opérationnel militaire au Grand Nord-Kivu.

Par contre, l'armée dénonce l'appui des groupes armés locaux envers les rebelles étrangers de l'ADF.

" Nous avons riposté contre une double attaque rebelle. On pensait être face aux rebelles ADF. Malheureusement, c'était les béquilles des ADF qui ont mené cette manœuvre. 8 d'entre eux ont été appréhendés par nos éléments à Murambi et 2 tués. Ce sont les enfants du territoire qui facilitent l'ennemi. Aujourd'hui, la population a vu les preuves. Parmi les groupes armés locaux, il y a les

béquilles des ADF. Ils doivent être identifiés afin de permettre à l'armée d'atteindre son objectif, de remmener la paix dans toute la région de Beni ", a-t-il.

Et d'ajouter : " Ces éléments sont recrutés dans plusieurs agglomérations. Nous devons les décourager et couper cette collaboration ".

La même source affirme par ailleurs, qu'un civil est mort lors des échanges des tirs entre l'armée et les assaillants à Vwerere.

Cet exploit de l'armée a été salué par la société civile du secteur de Ruwenzori. Pour Muyisa Kalwana, qui est le président des forces-vives de Kilya (localité ayant déjà subi plusieurs attaques rebelles, Ndlr), les jeunes doivent se désolidariser de groupes armés et intégrés l'armée pour défendre l'intégrité du territoire national.

**Bantou Kapanza Son, à Beni**

**f 450 egal 1**

# HARO

**SUR TOUS CEUX ET TOUTES CELLES QUI DISTILLENT DES MESSAGES DE HAINE ET DE DIVISION À CARACTÈRE TRIBAL OU ETHNIQUE**

**450 = 1**

# RD Congo : quelle relance de l'économie ?

Le début de 2021 s'annonce encore difficile pour l'économie congolaise. Il y a beau avoir une forte activité ces jours-ci dans les grandes artères de la capitale, Kinshasa, preuve de la résilience des Congolais, mais il ne faudrait pas s'y tromper. La pandémie de Covid-19 et les autres épidémies de maladies infectieuses ont pesé lourdement sur les performances économiques et budgétaires du pays l'an passé. Dans une note publiée le 8 février, l'agence de notation S & P Global Ratings se veut optimiste, mais prudente. L'actualisation de l'analyse de la RD Congo a dégagé de grandes tendances : « En 2021, nous nous attendons à ce que les effets de la pandémie continuent à se faire sentir [...] même si la croissance devait connaître une reprise, indique cette note diffusée à la presse. Une aide financière importante accordée d'urgence par des partenaires bilatéraux et multilatéraux continue à être vitale pour atténuer l'impact du Covid-19 et permettre aux autorités de mobiliser des ressources suffisantes pour contenir la pandémie. »

Seul bémol, les experts de S & P anticipent des « difficultés entourant la prise de décisions politiques ». Le gouvernement du président Félix Tshisekedi est en pleine recomposition après que le chef de l'État a mis fin à la coalition qu'il formait avec son prédécesseur Joseph Kabila. Le Premier ministre, Sylvestre Ilunga Ilunkamba, et l'ensemble du bureau de l'Assemblée nationale ont été destitués, le président du Sénat vient tout juste de démissionner et le président fort d'une nouvelle majorité doit se trouver un nouveau chef de gouvernement. En attendant, la situation économique demeure préoccupante. « Une nouvelle majorité parlementaire aiderait le président à appliquer son programme. Mais les risques restent grands, et nous anticipons que la prise et l'application des décisions politiques continueront d'être très difficiles », écrit S & P. Les autres agences Moody's (Caa2) et Fitch (CCC) ont donné des notes souveraines plus sévères que S & P. L'américain avait maintenu la note de la RDC à CCC + (niveau de risques « substantiels » sur la dette) en juillet dernier.

## Les bailleurs internationaux à la rescousse

Après les bonnes performances économiques de 2019 (+ 4,4 %), la pandémie a plongé la RDC en récession l'an dernier avec une contraction de la croissance d'environ 2 %. Le géant d'Afrique centrale a souffert d'une baisse de la demande extérieure, notamment du secteur minier et des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales. Le FMI a débloqué environ 442 millions de



dollars en avril 2020, les autorités ont mis en œuvre une série de mesures pour atténuer les conséquences humaines et économiques de la pandémie. En juin, les autorités ont lancé un programme d'atténuation des impacts du Covid-19 sur neuf mois visant à renforcer le système de santé, à stabiliser l'économie et à améliorer la sécurité et la protection sociale. Pour que l'économie congolaise réussisse à dépasser ces difficultés, l'agence de notation insiste sur l'accélération de soutiens financiers internationaux. « Une aide financière extérieure d'urgence sera cruciale dans ce contexte » ainsi qu'une mise en œuvre des réformes économiques structurelles.

## Le pari de la Zlecaf

En interne, le pays pari sur la future zone de libre-échange continentale, la Zlecaf. Soutenu par le chef de l'État, le projet de loi portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine a été approuvé par l'Assemblée nationale. Ce qui devrait permettre au pays d'ouvrir son marché. La RDC partage ses frontières avec neuf autres pays. Au centre du continent, il occupe une place géostratégique à part. « Cet accord va stimuler l'économie congolaise et la rendre plus compétitive compte tenu de la position géostratégique du pays », estime l'économiste Fabrice Kilolo. Cependant, il suggère à l'État congolais « de combler rapidement le vide ou le retard de compétences technologiques, voire d'améliorer ses infrastructures routières au risque de devenir un marché d'importation ».

Dans un autre registre, alors que la RDC est le plus grand pays d'Afrique subsaharienne, avec une population très jeune, la moitié des plus de 80 millions d'habitants ayant moins de 20 ans, Luc Yaba juriste et expert économiste pense que l'adhésion de la RD Congo à la Zlecaf pourrait aussi sti-

muler l'emploi des jeunes et encourager à réduire progressivement la place accordée aux ressources extractives. « Le secteur minier est le principal moteur de l'économie congolaise, car il représente jusqu'à 95 % des exportations du pays et la situation budgétaire et économique de la RD Congo dépend des aléas des cours des produits miniers sur le marché international, ce qui est dangereux pour le pays et son avenir économique. »

## La corruption, une plaie chronique

Les plus réticents pointent la corruption, principal frein au décollage économique de la RD Congo. « La corruption fait perdre chaque année au Trésor public 15 à 20 milliards de dollars », a expliqué le professeur Luzolo Bambi, conseiller de l'ancien président Joseph Kabila. Juste après son élection en janvier 2019, le président Tshisekedi s'est engagé à éradiquer ce fléau en créant l'agence anticorruption et en relançant l'Inspection générale des finances, une structure d'audit du gouvernement rattachée à la présidence de la République. Mais le scandale de détournement des fonds alloués à son programme dit « de 100 », impliquant son allié et ex-directeur de cabinet Vital Kamerhe, condamné au mois de juillet dernier à vingt ans de prison, a jeté un discrédit sur ses velléités dans la lutte contre la corruption. Dernièrement, la Banque mondiale a suspendu un financement de 100 millions de dollars en faveur de la gratuité de l'enseignement après des révélations de fraudes, a indiqué début février l'institution financière internationale dans un communiqué. En juin, la Banque mondiale a approuvé un financement de 800 millions de dollars pour soutenir la gratuité de l'enseignement primaire public en RDC, le grand projet du président Félix Tshisekedi lancé en septembre 2019. En novembre, l'Inspection générale des finances (IGF) a rendu public un rapport qui a

révélé l'existence de listes gonflées d'enseignants fictifs dans des écoles inexistantes, de fausses factures, ainsi qu'un détournement présumé de 62 milliards de francs congolais (31 millions de dollars). Dans cette enquête, l'IGF a signalé « des manquements, notamment des cas de fraude et de détournements de fonds publics, ainsi que des faiblesses dans les contrôles internes », selon le communiqué de la Banque mondiale. « Tenant compte de ces conclusions, le décaissement prévu au mois de décembre a été reporté à une date ultérieure », a annoncé la représentation de cette institution en RDC. Il s'agit d'une première tranche de 100 millions de dollars. À sa mise en place, le coût de la gratuité de l'enseignement public avait été évalué à 2,6 milliards de dollars, soit une bonne partie du budget de l'État (6,8 milliards de dollars en 2021). « La tolérance zéro face à la corruption est une des raisons majeures de croire en une résurrection de cette économie en berne », fait savoir Jonathan Maraco, activiste prodémocratie. Et d'ajouter : « Ces milliards de dollars qui vont dans les poches d'individus, une fois réorientés dans les caisses du Trésor au travers des mécanismes efficaces de lutte contre la corruption, contribueront à améliorer le budget de l'État et par ricochet à créer des emplois. »

Mais comme S & P, les experts et les Congolais attendent de voir les dernières évolutions politiques, notamment, l'issue du remaniement en cours, gage d'un nouveau départ pour une économie congolaise trop souvent victime des crises politiques récurrentes. « Il faut que les différentes institutions soient rassurées et travaillent en coordination pour le bien du peuple congolais, car sans la paix, sans sécurité, il n'y a pas de développement », insiste l'économiste Fabrice Ndungi. « Quel investisseur viendrait s'installer dans un pays instable et où l'insécurité bat son plein ? »

Junior Malula (lepoint.fr)

## Centrafrique

## Le corps électoral convoqué le 14 mars pour le deuxième tour des législatives

Dans un décret signé le 12 février 2021, le président Touadéra convoque le corps électoral pour le deuxième tour, ainsi que pour la reprise du vote dans les circonscriptions où il a été invalidé ou n'a pu se tenir. En tout, 118 circonscriptions sur 140 sont donc appelées à voter le 14 mars. Et ceci dans un contexte politique et sécuritaire encore compliqué.

C'est une élection dans un contexte d'état d'urgence. Aucune contradiction à cela répond le porte-parole du gouvernement car l'état d'urgence ne restreint pas la liberté de mouvement des citoyens. Autre question qui se pose : le couvre feu de 18h à 5h. Des discussions pour un possible allègement sont en cours.

## « Libérer »

En ce qui concerne la question de l'insécurité : le gouvernement fait tout pour « libérer » les zones et villes qui n'ont pas pu voter en décembre 2020, assure le ministre Ange-Maxime Kazagui. C'est, par exemple, le cas à Bouar ou Bambari, les autorités prévoient un renforcement de la pré-



Une patrouille de l'ONU au quartier PK12, en janvier 2021 (image d'illustration). © AFP - Florent Vergnes

sence des forces armées nationales et alliées sur place.

## « Simulacre »

Début février, la coalition d'opposition qui a rejeté les résultats du 1er tour, a annoncé qu'elle retirait ses candidats aux élections législatives qualifiant le processus de « simulacre ». Annicet-Georges Dologuélé arrivé deuxième à la présidentielle et membre de la COD2020 a lui décidé de maintenir ses candidats. Des élections le 14 mars pour tenir les délais cons-

titutionnels, car la nouvelle Assemblée nationale doit être mise en place d'ici le 2 mai 2021.

En Centrafrique, la situation humanitaire est de plus en plus inquiétante, selon l'ONU. Depuis le début de la crise début décembre, près de 1.5 million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays et dans la région. Le Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR) estime avoir des difficultés à accéder à ces populations et à leur apporter l'aide nécessaire.

RFI

## Etats-Unis : Donald Trump acquitté sans gloire dans son procès en destitution

Deux fois mis en accusation par la Chambre des représentants, un embarrassant signe distinctif aux yeux de l'histoire, Donald Trump a été acquitté pour la seconde fois par le Sénat samedi 13 février. Cinquante-sept élus se sont prononcés en faveur de sa culpabilité, une majorité insuffisante puisqu'il en fallait soixante-sept pour condamner l'ancien président, avant de pouvoir adopter d'éventuelles sanctions comme l'interdiction de se représenter.

Donald Trump, silencieux jusqu'à présent et qui avait refusé une invitation des procureurs démocrates à témoigner sous serment, s'est félicité aussitôt de la fin d'une « chasse aux sorcières ». Il a promis dans un communiqué de partager « dans les mois à venir beaucoup de choses » avec ses fidèles, assurant être « impatient de continuer notre incroyable aventure pour la grandeur de l'Amérique ».

Mis en accusation le 13 janvier, l'ancien président était accusé « d'incitation à l'insurrection ». Il était présenté par les procureurs démocrates comme responsable de l'assaut donné contre le Congrès, le 6 janvier, par certains de ses fidèles qu'il avait invités à marcher sur le Capitole dans un discours prononcé auparavant. Cinq personnes étaient mortes dans les troubles qui s'étaient ensuivis, causant également des dizaines de blessés parmi les forces de police. lemonde.fr

## 4 morts d'Ebola en Guinée



En Guinée, quatre personnes sont mortes du virus Ebola. C'est ce qu'a rapporté samedi le ministre guinéen de la santé. C'est la première fois que cette maladie très contagieuse refait surface en Afrique de l'Ouest. En 2013 a débuté, toujours en Guinée, une épidémie de virus Ebola qui a atteint dix pays en plus de trois ans et a fait plus de 11 000 victimes. « Nous sommes vraiment inquiets », a déclaré le ministre Rémy Lahah. « Nous avons déjà quatre décès dus au virus Ebola dans la région sud-est de Nzérékoré ».

« Une infirmière est tombée malade fin janvier et est morte quelques jours plus tard », a déclaré le directeur de l'agence nationale de santé Sakoba Keita au site d'information GuineeMatin. « Parmi les personnes qui ont assisté aux funérailles, le 1er février, huit présentaient des symptômes : diarrhée, vomissements et saignements. Parmi eux, trois sont morts, quatre autres ont été admis dans un hôpital de Nzérékoré. La huitième personne s'est échappée mais a été retrouvée et admise dans un hôpi-

tal de la capitale, Conakry.

Le ministre et le directeur de l'agence affirment que le virus Ebola a été détecté dans des échantillons analysés dans la région, dans un laboratoire mis en place par l'Union européenne. Les résultats d'analyses complémentaires sont attendus dans les prochaines heures.

« En tant qu'être humain, je suis inquiet, mais je reste calme car nous avons l'épidémie sous contrôle et la vaccination est possible », a déclaré le ministre. Dimanche, il y aura une autre réunion de crise.

Les premiers cas ont été identifiés fin 2013 dans la même région forestière du sud-est de la Guinée, mais le ministre a souligné qu'il n'y avait pas eu de nouveaux cas depuis 2016. De la Guinée, le virus Ebola s'est propagé au Libéria et à la Sierra Leone en 2014 pour ce qui est finalement devenu la pire épidémie de virus Ebola de tous les temps. Finalement, il y a eu aussi des cas en Espagne et aux États-Unis. La majorité des près de 29.000 cas ont été identifiés dans les trois pays d'Afrique de l'Ouest.

## Le Sénégal cherche à éteindre les derniers feux de la rébellion en Casamance

Et si l'heure était venue de solder l'un des vieux conflits du continent africain ? L'opération menée par l'armée sénégalaise en Casamance et l'accueil apparemment favorable que lui font beaucoup de Casamançais accréditent en tout cas un essoufflement de la rébellion indépendantiste.

Des Casamançais comme Bailo Coly, interrogé par l'AFP, expriment ce souhait de tourner la page et voient d'un bon oeil l'armée sénégalaise ratisser la brousse depuis fin janvier et se targuer d'avoir capturé au moins trois des bases historiques du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC).

"Nous souhaitons vivement la fin de la rébellion. Elle nous a fait beaucoup de tort, en retardant la région de 50 ans et en provoquant des fissures sociales", dit Bailo Coly, dans la commune de Kaour, région de Sédhiou.

Bailo Coly fait partie des nombreux Casamançais que le conflit a fait fuir de chez eux, depuis que des indépendantistes ont pris le maquis avec un armement rudimentaire après la répression d'une marche du MFDC en décembre 1982. La rébellion a prospéré sur le particularisme de cette région fertile mais isolée en grande partie du Sénégal par la Gambie et encline au sentiment de délaissement.

Après avoir fait des milliers de victimes et ravagé l'économie, le conflit a persisté à petits feux, avec des coups de chaud comme le massacre de 14 hommes près de Ziguinchor en 2018.

Ces dernières années, les autorités sénégalaises ont entrepris de réinstaller les déplacés. Fin janvier, sans guère de signe avant-coureur, l'armée a lancé les opérations "Bravo" et "Charlie" pour permettre ces retours et mettre fin aux trafics florissants de bois ou de cannabis. Il s'agissait aussi de faire cesser les "exactions" commises selon elle contre les civils.

L'armée a emmené cette semaine les journalistes dans la brousse, près de la frontière avec la Guinée-Bissau pour leur montrer deux des bases dont elle dit s'être emparée après des tirs d'artillerie et une offensive terrestre soutenue par l'aviation.

Parmi les bunkers de terre couverts de tôle qui servaient d'abri aux rebelles selon eux, les officiers ont exhibé ce qu'ils ont présenté comme des prises de guerre: quelques mortiers et lance-roquettes, des fusils rouillés et un bric-à-brac d'ustensiles de cuisine, de bicyclettes hors d'âge, de charrettes et une machine à écrire.

## Voisinage conciliant

Aucune information de source fiable et indépendante ne permet de dire si le butin annoncé restitue l'état des forces de la rébellion ni les pertes qu'elle (ou l'armée sénégalaise) aurait subies. Le sentiment est répandu en Casamance que les rebelles avaient eu vent de l'offensive à venir et auraient plié bagage.

"Nous nous sommes repliés parce que nous n'avons pas pu faire face à la puissance de feu de l'armée sénégalaise", a dit à l'AFP sous le couvert de l'anonymat un combattant du MFDC ayant fui en Guinée-Bissau.

L'armée a fait part d'un "seul" soldat "blessé dans ses rangs au cours de ses opérations, dans un communiqué jeudi qui ne précise pas d'éventuelles pertes rebelles.

Un expert de la question casamançaise, s'exprimant lui aussi anonymement en raison de la sensibilité du sujet, relève que l'armée sénégalaise a aujourd'hui des moyens lui économisant les pertes dans un milieu que les maquisards connaissent par coeur.

Il évoque aussi l'opportunité créée par les changements politiques en Guinée-Bissau, avec l'accession à la présidence en 2020 d'Umaro Sissoco Embaló, allié du chef de l'Etat sénégalais Macky Sall.

L'ancien pouvoir bissau-guinéen avait un rapport historique avec la rébellion. L'avènement de M. Embaló "a été l'affaire décisive", dit cet expert. Avec lui, Dakar a "l'assurance" que la Guinée-Bissau ne sert pas de base arrière au MFDC, dit-il.

Au nord de la Casamance aussi, en Gambie, également accusée par le passé de soutenir le MFDC, le Sénégal peut compter depuis 2017 sur un gouvernement propice à ses vues.

L'usure joue par ailleurs. "Le MFDC a progressivement perdu sa base affective. Des Casamançais qui croyaient à l'indépendance ont pu s'apercevoir au fur et à mesure que ce n'était plus évident", dit l'expert.

## Une paix encore à faire

"Dieu merci, trois fois", s'exclame Laminé Sané, notable du village de Singuère Baïnouk à l'adresse de l'armée sénégalaise, "depuis 30 ans, nous vivons dans l'insécurité totale".

Le colonel Souleymane Kandé, un des chefs locaux de l'armée sénégalaise en Casamance, assure que l'armée va rester sur les bases prises.

Des "lignes rouges" sont désormais tracées et "toute exaction sur les populations sera vue comme une déclaration de guerre", assène-t-il.

La rébellion disposerait encore de bases dans la région de Ziguinchor et à la frontière avec la Gambie. Certaines factions du MFDC "sont prêtes à déposer les armes", assure le colonel Kandé.

La difficulté d'accès aux informations et la nature clandestine de la rébellion rend délicat tout pronostic sur l'avenir du conflit.

Dans le journal sénégalais le Quotidien, l'analyste Yoro Dia observe que la paix reste à faire politiquement.

Le président Sall, après son arrivée au pouvoir en 2012, a relancé les tractations. Mais elles n'ont pas abouti à un accord définitif, compliquées par les divisions au sein du MFDC.

"L'armée a gagné la guerre. Ce sont les politiciens qui sont incapables de gagner la paix", écrit Yoro Dia. Les récentes opérations, en créant un état de fait qui est la restauration de l'autorité de l'Etat, vont favoriser les négociations, dit-il. Mais l'aile intérieure du MFDC devra en être l'interlocutrice, et une paix éventuelle devra prendre en compte l'identité casamançaise, selon lui. le Point avec AFP

## beni: l'auteur de «Politicien escroc» toujours en détention

Cela fait plus de 10 jours que l'artiste musicien Idengo Delcato est détenu par les services de renseignement militaire en ville de Beni dans la province du Nord-Kivu. L'auteur de la chanson « Politicien escroc » était arrêté juste après la sortie officielle de ce titre dans lequel ils interpellent les politiciens à honorer leurs promesses faites à la population lors de la campagne électorale.

En ce qui concerne le président de la république, il revient sur sa promesse de délocalisation du camp Kokolo pour Beni en vue de faire face à la persistance de l'insécurité dans cette région.

Il rappelle également la canalisation des recettes de la province par la Direction générale des recettes du Nord-Kivu (DGRN-K) issues du recouvrement sur les plaques d'immatriculation lorsqu'il cite le gouverneur de la province du Nord-Kivu, Carly Nzanzu Kasivita qu'il invite à ne pas « escroquer » la population de Beni, et les députés élus de la ville et territoire de Beni ne sont pas en reste.

La voix des sans voix (VSV) parle d'une détention illégale de l'artiste. Dans un communiqué de presse publié le samedi 13 février 2021, cette ONG « déplore l'immixtion des militaires dans cette affaire ainsi que la détention de l'artiste musicien dans les services de renseignement militaires alors

## Lycha Shombo invite les Congolais à ne pas négliger le geste barrière

Présenté comme l'une des têtes bien faites de la musique congolaise, Lycha Shombo, artiste-musicien évoluant depuis plus d'une dizaine d'années de ses propres ailes, continue dans la sensibilisation contre le virus de Covid-19 avec un message concret : « Mes frères et sœurs, bientôt tout reviendra à la normale. Notons que le Coronavirus est une réalité et continue toujours à nos côtés. Évitez les attroupements. Lavons-nous les mains régulièrement. Si nous aimons les bisous ou les accolades, ont s'en passent pour sauver des vies. Prenez soin de vous ».

Cet artiste-musicien qui réside dans le vieux continent a aussi éveillé la conscience de chaque congolais sur la gravité de



L'artiste musicien Idengo Delcato

que ce qui est reproché à l'artiste musicien ne relève nullement du domaine militaire ».

« La VSV rappelle à toutes les autorités congolaises l'obligation qui leur incombe de respecter et faire respecter tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales sans lesquels aucune vie dans la dignité n'est possible », poursuit le communiqué de presse.

Pour la VSV, le droit à la liberté d'expression de l'artiste musicien Idengo Delcato a été violé et elle dénonce la politique visant à le réduire au silence en lieu et place de tirer les conséquences du contenu de la chanson notamment le respect de la parole donnée par les autorités en réalisant les promesses faites à la population.

Selon l'ONG, le contenu de la chanson de Idengo Delcato, loin de nuire aux autorités ne cherche qu'à attirer l'attention de celles-ci sur le fait que la population et tous ses besoins et aspira-

tions profondes doivent être au centre des préoccupations des gouvernants.

La VSV craint que dans le futur beaucoup de personnes ne soient envoyées en prison à cause de la jouissance du droit à la liberté d'expression par ceux et celles qui ne veulent pas des critiques. Elle demande aux autorités militaires, politiques et judiciaires congolaises de tout mettre en œuvre pour la libération immédiate et sans condition de l'artiste musicien Idengo Delcato afin de lui permettre de poursuivre ses activités mais aussi de respecter et faire respecter le droit à la liberté d'expression garanti à toute personne ainsi que tous les autres droits humains.

En rappel, l'artiste ne pas à sa première détention. Il a été détenu il y a quelques mois pour des chansons « pro-démocratiques », ce qui nuirait à certaines personnalités de la ville.

**Delphin Mupanda/  
correspondant de MCP  
au Nord-Kivu**

cette maladie qui continue de tuer sans pitié. Il a reconnu que l'heure est grave et le moment est terrible. Il demande à tout congolais de prendre conscience de la gravité de cette pandémie Coronavirus.

Pour rappel, Gordon Brown Lycha Shombo venait de lancer une chanson « Douleur » sur toutes les plateformes de téléchargement. Celle-ci est chantée avec ses pouillains qui résident dans la ville province de Kinshasa. Larguée sur le marché depuis le mois de décembre dernier, cette chanson convaincant déjà les amoureux de la bonne musique. Plusieurs se disent être satisfaits par le thème exploité et d'autres par le style utilisé. Voilà ce qui fait de ce jeune artiste un bon compositeur. « Douleur » est

la première œuvre de cet artiste depuis qu'il a choisi évoluer en solo.

Il est à noter que cet artiste prépare un projet dans lequel pourra intervenir plusieurs artistes dont les noms sont encore gardés secret par le chouchou de chéries Lycha Shombo. Les travaux au studio de cette œuvre évoluent bien.

Signalons que cet artiste-musicien venait de séjourner dans la capitale au mois de décembre dernier. Pendant ce bref séjour, Lycha Shombo avait présenté officiellement son single « Douleur » à la presse congolaise et aussi assuré sa promotion dans différentes chaînes de la capitale.

**Beni Joël Dinganga**

### Cameroun

## Fally Ipupa reçoit des jets de bouteilles et menace



Après Cotonou au Bénin, le musicien populaire de la République Démocratique du Congo, Fally Ipupa, était encore sur scène au Canal Olympia, à Douala, au Cameroun. Mais, le spectacle de " l'Aigle Ipupa " a failli être gâché par des jets de bouteilles.

Le musicien populaire de la RD Congo, Fally Ipupa, était encore sur scène au Canal Olympia à Douala au Cameroun. Mais, le spectacle de " l'Aigle Ipupa ", s'est tourné en vinaigre. En effet, il s'est énervé sur scène et a pris la décision d'arrêter son concert si on lui jetait encore des bouteilles sur le podium.

Tout au long de sa prestation, hier jeudi, Fally Ipupa interprétait sa chanson " Nairobi ", d'un coup, il a arrêté la musique et a tenu des propos piquants en ces termes : " Douala est-ce que ça va ? Écoutez, écoutez, il y a des gens qui veulent faire le fou ici, ils lancent les choses, encore un jet de quoi que ce soit, j'arrête et je me barre...ok, faites du bruit pour ceux

qui veulent écouter Fally Ipupa. Ceux qui veulent faire le fou, aller de l'autre côté, on n'a pas le temps pour ce genre de conneries " .

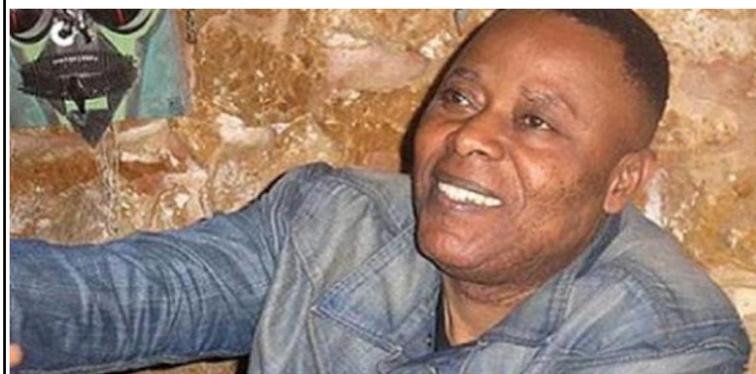
Cet incident n'est pas le premier du genre pour la star de la Rumba congolaise. Lors d'une prestation au snack bar Le Chatel dans la ville de Yaoundé au Cameroun, l'artiste musicien Fally Ipupa avait reçu une gifle d'un fan. En effet, cet incident s'était déroulé le 11 mai 2018, avant le concert de Dicap la Merveille au Palais des sports de Yaoundé.

L'auteur de la gifle avait présenté ses excuses à l'artiste musicien congolais Fally Ipupa, devant les caméras au Cameroun. Selon, lui c'était sous l'effet d'excès d'émotions puisque c'était la première fois pour lui de le voir.

Notons que la star de la rumba congolaise, Fally Ipupa, a écoulé tous les tickets de son concert prévu à Douala au Cameroun et fait un guichet fermé.

**Justin Coulibaly  
Afrik**

## King Kester Emeneya, 7 ans déjà



Le monde de la musique se souvient de King Kester Emeneya de son vrai nom Jean-Baptiste Emeneya Mubiala décédé le 13 février 2014 à Paris, à l'âge de 57 ans.

Une statue érigée en sa mémoire, dans le Kikwit, sa province natale, sera dévoilée dans la journée.

La dépouille de King Kester Emeneya a été exposée le 1 mars 2014 au Palais du peuple en provenance de Paris et a été inhumée le jour suivant au cimetière Nécropole. Une foule nombreuse et diverse lui avait rendu les derniers hommages à Kinshasa. Des artistes de différentes disciplines, des personnalités politiques, des mélomanes congolais qui ont été emportés par les chansons du «King» et des sapeurs, mode vestimentaire auquel appartenait également Emeneya, surnommait «Le Roi de Masatomo».

Au Haut Katanga, où Emeneya a fait ses études supérieures à l'Université de Lubumbashi (UNILU), un culte d'action de grâce a été organisé en sa mémoire. Après culte, un concert a été organisé dans lequel un orchestre de la ville n'avait interprété que les chansons de Kester.

King Kester Emeneya a été décoré à titre posthume, avant son inhumation, de la médaille d'or de mérite civique par la chancellerie des ordres nationaux.

Auteur-compositeur-interprète, Kester a une place unique dans l'univers musical congolais. Avant-gardiste, il était au cœur de la révolution de la chanson congolaise aux côtés notamment de Papa Wemba.

Ancien de Viva La Musica de Papa Wemba (1977-1982), il a explosé à la tête de son propre ensemble musical Victoria Eleison.

**Emmanuel Kuzamba**

## Ligue des champions

## Mazembe - Belouizdad, un nul décevant

Entame peu satisfaisante pour le Tout Puissant Mazembe à la phase des groupes de la Ligue des Champions de la CAF ce weekend.

A domicile, les Corbeaux n'ont fait mieux qu'un match nul et de surcroît blanc face aux Algériens de Belouizdad qui ont joué leur football après plus de dix années d'absence à ce niveau de la compétition explique leur entraîneur Franck Dumas.

« Pour nous c'est bien, ça fait 19 ans que le club n'a pas participé à la champions league, soyons fiers avec les jeunes qu'on a, soyons fiers de ce qu'ils ont fait. »

Pamphile Mihayo de son côté reconnaît le manque de réalisme qui a caractérisé sa ligne offensive



puisque ce ne sont pas les occasions qui ont manqué pour faire la différence. » Ce qui n'a pas marché, ce qu'on n'a pas concrétisé les occasions qu'on a eu parce que si on avait concrétisé les quelques occasions qu'on a eu, on pouvait sortir de ce match avec trois points. Sans toutefois mi-

nimiser l'adversaire qui avait fait son boulot tactique. »

Au finish, c'est un équilibre parfait qui est constaté au terme de ce premier acte entre les deux formations. Un match nul, synonyme des points perdus par les locaux de Mazembe.

HorSaison/OrSaison

## Pamphile Mihayo déplore l'absence de fans à Kamalondo

Le TP Mazembe a concédé, samedi à Kamalondo, un match nul de 0-0 contre le CR Belouizdad. En conférence de presse, l'entraîneur des Corbeaux, Pamphile Mihayo, n'a pas voulu accabler ses joueurs malgré leur manque de réalisme face aux buts.

« Nous avons pêché dans la zone de finition, c'est qui est l'essentiel du travail. Je ne vais pas donner des détails sur les joueurs, ça reste interne. »

« On n'a pas concrétisé les occasions qu'on a eues, on pouvait sortir de ce match avec les trois points, » a-t-il déclaré face aux journalistes.



« L'adversaire a fait son boulot sur le plan tactique, bravo à eux. A ce niveau de compétition, il n'y a pas de petite équipe, on est tous

égaux. »

Pour Mihayo, les cinq matchs restants vont déterminer l'avenir de son équipe. Il déplore l'absence des fans à l'antre des Corbeaux pour encourager des poulains. « La compétition est encore longue, avec la pandémie, il n'y a pas de douzième homme. Que tu joues à la maison ou à l'extérieur, c'est la même chose. »

En attendant, les Corbeaux auront à cœur de gommer leurs armes pour en championnat. Mazembe reprend avec la Linafoot D1 ce mercredi avec la réception de Lubumbashi Sport.

Footrdc.com

## Simba SC surprend V.Club à Kinshasa

L'Association sportive Vita club a été battue ce vendredi 12 février (0-1) par la formation tanzanienne de Simba Sport club. La rencontre s'est jouée au stade des Martyrs de la Pentecôte à Kinshasa pour le compte de la 1ère journée de la phase des groupes de la 25ème Ligue des champions de la CAF.

Dominateur dans le jeu, le club congolais n'a pu éviter le piège des visiteurs. Après une première période soldée sur une note nulle et vierge, les Tanzaniens ont inscrit, contre le cours du jeu, l'unique but de la rencontre à la 60ème minute sur un

penalty consécutif à un contrôle de la main dans la surface du défenseur Ousamane Wattara. C'est le Congolais Chris Mugalu Mutshimba, ancien sociétaire du FC Saint Éloi Lupopo, qui s'est chargé de transformer ce coup de pied de réparation, prenant à contrepied le portier camerounais de l'As Vclub, Simon Omossola.

Les entrées de Ricky Tulenge, Jesus Moloko ou encore Zemanga Soze, peu après ce but, en lieu et place respectivement de Glody Lilepo, Sidi Yacoub et Jérémie Mbuyi n'auront rien changé. L'envie de Jesus Moloko ou encore la belle frappe de

Tulenge à la 76ème minute de jeu n'auront pas permis aux Congolais de rétablir l'équilibre.

Partie remise pour les Dauphins noirs. Lors de la 2e journée, ils seront opposés aux Soudanais d'Al Merreikh. Entre-temps, l'autre match de la 1ère journée dans ce groupe A opposera le mardi 16 février prochain les Égyptiens d'Al Ahly aux Soudanais. Ce match a été renvoyé à mardi en raison de la participation du club de Caire à la Coupe du monde des clubs de la FIFA au Qatar (il aont fini 3e).

Japhet Toko

## Coupe de la Confédération

## Un nul au mental décroché par DCMP face à Al Ahly Benghazi



Résistant et mentalement fort, DCMP a bien joué sa carte face à Al Ahly Benghazi pour l'acte 1 des 16e de finales bis de la coupe de la CAF. Le club vert et blanc a décroché un précieux nul de 1-1 en Egypte où le club Libyen s'es produit ce dimanche.

Avec des épisodes rocambolesques qui ont précédé leur déplacement annoncé périlleux, les Immaculés sont acculés d'entrée et cèdent à la 39e minute en concédant l'ouverture de score. Mais ils ont une force mentale de Guerriers. La réaction est immédiate, Moïse Kaniki déposait amoureuxment son corner sur la tête magistrale de Dark Kabangu

Kadima pour l'égalisation à la 43e minute de jeu.

Piquetqués dans leur moral, les Libyens assiegeaient de nouveau le camp de Dcmp jusqu'à obtenir un pénalty que Barel Mouko repousse. Le gardien Brazzavillois démontre son importance dans ce club avec cet arrêt décisif.

Un bon résultat pour les hommes de Isaac Ngata qui devront se sublimer à domicile lors du match retour prévu le 21 février prochain. La phase des poules tend les bras au Daring, reste à confirmer !

Ismang

## Florent Ibenge: « Dites à ma présidente de me virer »



Florent Ibenge était de très mauvaise humeur vendredi soir après la défaite de l'AS VClub contre Simba (0-1). De passage en conférence de presse, l'homme de 59 ans a multiplié les punchlines contre certains journalistes présents. A la question de savoir qui assumait les responsabilités de la déroute des Dauphins Noirs, Coach Flo n'y est pas allé de main morte.

« Vous voulez que ça soit la responsabilité du Coach Florent. Je sais que vous [journalistes] êtes comme ça. Je suis responsable puisque je suis entraîneur. Dites à ma présidente de me virer, » a-t-il rétorqué sèchement. Et il n'en était pas au début. Quelques minutes plus tôt, Ibenge fustigeait les chevaliers du micro et de la plume qui critiquent ses choix

de onze lors des matchs, un peu trop à son avis.

« Vous [les journalistes NDLR], vous êtes en tribunes et nous on va à l'entraînement. Et quand vous regarder l'entraînement, vous dites que Lilepo et Mbuyi sont au-dessus des autres. »

« Donc quand tu es entraîneur, tu te fies à ce que tu vois à l'entraînement. Les joueurs qui sont entrés en cours de jeu ont montré des belles choses qui vont faire qu'ils auront plus de temps de jeu. »

Des déclarations incendiaires d'un entraîneur connu pour son tempérament calme. Ce n'est pas le grand amour entre les journalistes et Ibenge...

Footrdc.com

Encore des morts

# Qui est derrière les Bakata Katanga ?

Encore des morts inutiles - 11 au total, selon les chiffres officiels - dans le pogrom du Haut-Katanga où des jeunes exaltés sont conduits à commettre des tueries parmi la population civile. C'est à répétition que le grand Katanga se signale par ces actes terroristes au sein de la population civile dans cette partie du pays. Les " Bakata Katanga " ne sont pas une récente émanation ; ils opèrent ainsi depuis plus de dix ans sous la houlette de leur chef Gédéon Kyungu.

Pour avoir mené ces exactions, avec en sus, la tuerie des chefs coutumiers - dont la chair aurait été consommée - ce chef de guerre avait été appréhendé, puis emprisonné, avant de quitter la prison de manière rocambolesque. Pire, l'homme s'est vu gratifié d'une villa insolente où il menait sa vie aux frais du Trésor de l'Etat ! Plus récemment, Gédéon Kyungu s'était signalé avec

la même expression en distribuant gratuitement la mort à Likasi, Kolwezi, Lubumbashi... La traque ordonnée par le chef de l'Etat Félix Tshisekedi s'est soldée par un fiasco.

L'interrogation primordiale dans cette affaire est de savoir sous quelles aisselles de qui se retranche l'anthropophage du Katanga. Point n'est besoin de rappeler qu'à la suite de la précédente expression, et l'ordre lancé par Félix Tshisekedi, des députés de la province étaient montés au créneau pour innocenter le cannibale. D'où l'étiologie de la traque des militaires mis aux trousses du fugitif qui se manifeste encore aujourd'hui par la même formule : mort d'homme.

Les élus du grand Katanga seraient-ils réellement voués à la cause de leurs électeurs ? Difficile de comprendre la quintessence du soutien dont ils entourent Gédéon Kyungu dont la main



n'arrête de tuer les Katangais. On aurait bien voulu les voir défendre la cause de chaque Katangais empêtré dans des

difficultés injustement lui imposées. On en veut pour preuve les démêlés subies par Jean Claude Muyambo,

Moïse Katumbi et qui n'avaient vraisemblablement ému un seul membre du Regroupement des députés de la province.

Comment peut-on se liquer derrière un assassin et abandonner ceux qui se mettent derrière la bonne cause?

LR

## Haut-Katanga

# Un mouvement citoyen appelle à privilégier l'unité du pays

L'Association Sans But Lucratif « Demain c'est loin », nouveau mouvement citoyen en République Démocratique du Congo appelle les Congolais à éviter les divisions et à privilégier l'unité



## 9ème jeux de la Francophonie Didier Tshiyoyo nommé Haut représentant du chef de l'Etat

Le président de la République, Félix Tshisekedi, a nommé, le dimanche 14 février, Didier Tshiyoyo Mbuyi, comme son Haut représentant au comité national des 9e jeux de la Francophonie de Kinshasa, prévus à Kinshasa en août 2022.

Comme nous l'avions annoncé dans notre récent

article, cette nomination va apporter plusieurs changements dans l'exécution des tâches et suivi dans l'organisation des 9èmes jeux de la Francophonie.

A en croire le communiqué lu sur la chaîne nationale, cette nomination fait suite à la création, au niveau de la présidence de la République, d'un service spécia-

lisé intitulé "Comité national des 9e jeux de la Francophonie de Kinshasa" (CNJF)

Ce comité, qui a la même dénomination qu'un autre existant, aura aussi pour mission de préparer, d'organiser et d'évaluer toutes les activités relatives aux 9e jeux de la Francophonie de Kinshasa.

Onassis Mutombo

## Le CLC annonce une messe ce mardi en mémoire des martyrs de la démocratie

Le Comité Laïc de Coordination (CLC) va organiser, mardi 16 février prochain, une messe d'actions de grâce en hommage aux morts de la démocratie, à la Cathédrale Notre Dame du Congo de la commune de Lingwala. C'est le Cardinal et archevêque de Kinshasa, Monseigneur Fridolin Ambongo Besungu, qui va célébrer ce culte d'actions de grâce.

À cette occasion, le CLC

invite les hommes de bonne volonté, les leaders politiques et les acteurs de la société civile à se joindre à lui pour implorer la grâce du Très-Haut.

Avec l'appui de l'Eglise catholique, le CLC est parmi les principales organisations qui ont milité contre le troisième mandat de l'ancien Président de la République Joseph Kabila. Dans cette lutte, plusieurs congolais ont payé de leurs

vies. Dans la foulée, on peut citer le jeune Rossy Mukendi, mort sous le coup d'une balle à la Paroisse Saint Benoît de Lemba Terminus lors d'une manifestation du CLC. Une autre victime est la jeune aspirante, sœur Thérèse Kapangala, atteinte d'une balle dans la cour de la Paroisse Saint François de Salle de la commune de Kintambo.

JM Mawete

de la RDC.

Dans une conférence de sa sortie officielle tenue ce samedi 13 février 2021 à Lubumbashi dans le Haut-Katanga, Emmanuel Mwenze Génie, son coordinateur, a affirmé que son organisation qui a pour devise : « Conscience, Travail et Justice », est un mouvement citoyen non violent, non partisan et panafricain.

« Dans cette conférence, nous nous sommes adressés aux africains et au monde en général pour dire que le jour où l'Afrique va s'unir n'est plus à voir dans l'avenir. Mais ça s'appelle aujourd'hui, d'où le nom Demain c'est loin. C'est le sens principal de ce mouvement afin de lutter pour la libération totale. Aujourd'hui en RDC, nous n'avons pas besoin des divisions, des querelles inutiles et des troubles. On n'a pas envie de voir le sang. Nous avons besoin des actions sociales qui peuvent améliorer les conditions de vie des po-

pulations congolaises », a-t-il expliqué à 7SUR7.CD.

Génie Mwenze, coordinateur de « Demain c'est loin » ajoute que son association mettra en place des projets pour aider les jeunes de tous bords de se prendre en charge et aider le pays à aller de l'avant.

« Nous sommes venus avec notre façon de faire les choses pour que la RDC se développe. Nous pensons que dans notre façon de faire, nous allons parler avec la population, les écouter et ensemble trouver des solutions. Bientôt nous irons au Kivu, au Kasai, au Kongo-Central, au Bandundu, même dans tous les pays africains. Nous allons travailler avec les gens qui sont là-bas. Notre souci est d'aider la jeunesse de cette communauté là à savoir que le développement de leur milieu dépend d'eux-mêmes », a-t-il conclu.

Patient Lukusa, à Lubumbashi